

Décrire et comprendre les « alternatives sociales » Retour critique sur des résultats d'enquêtes

Benoît Leroux
Lab'Urba/Upec – Cessp
(Créteil – France)
b.leroux@ehess.fr

Cette courte contribution propose de revenir sur trois études portant sur des dynamiques sociales qualifiées d'« alternatives », car s'intéressant à des groupes engagés en opposition à un ordre établi ou proposant des « innovations sociales » face à des pratiques dominantes. En effet, depuis une dizaine d'années, j'ai étudié successivement trois milieux distincts en examinant les expériences qui se présentaient comme alternatives à la culture dominante. J'ai ainsi étudié un groupe de néo-ruraux réhabilitant un hameau abandonné afin d'en faire un « éco-village » et de développer un mode de vie « convivial et écologique » ; puis, le mouvement *Motivé-e-s* de Toulouse en 2001 qui constitue une liste électorale se réclamant de la « démocratie participative » face aux pratiques politiques électoralistes dénigrées ; et enfin, le champ professionnel agrobiologique défendant un nouveau paradigme agricole opposé aux logiques productivistes.

Or, malgré la mise en place de pratiques alternatives et l'expérimentation d'innovations sociales, leur caractère est souvent éphémère, diffus, instable ou marginal face à un modèle qui conserve, voire renforce son hégémonie. Dans plus d'un cas, les processus analysés indiquent que les alternatives proposées sont progressivement vidées de leur substance par un « adversaire » qui stratégiquement reprend à son compte les propositions initialement désignées comme illégitimes. Ces processus de « récupération », de normalisation ou d'institutionnalisation conduisent dans les cas étudiés à intégrer à la marge les propositions contre-culturelles. Par cette officialisation, l'ordre dominant substitue aux forces de subversion ou de transformation une réforme marginale d'un système en quête de sens.

Je ne présente pas ici un bilan exhaustif de ces études, mais je voudrais interroger et comparer certains résultats qui ont été produits successivement, à l'aune d'une lecture rétrospective et distanciée¹. Plus précisément, j'essayerai d'interroger les types et les contenus des résultats obtenus en fonction de la question problématique de l'efficacité et du devenir des propositions d'alternatives sociales. Autrement dit, il s'agit de mettre en relation les questions posées – incluant méthodes et pré-requis – avec les constats d'échec des alternatives sociales pour interroger la construction analytique de ces faits sociaux. À travers ces études de cas, nous examinerons donc comment le questionnement problématique peut influencer les résultats d'enquêtes et quels effets produit le contexte d'enquête sur l'observation et l'analyse. C'est à partir de ces questionnements que se structure cette communication. Après avoir exposé rapidement les trois terrains différents avec leurs résultats, j'essayerai de donner quelques éléments de réponse aux questions posées, y compris en en reformulant de nouvelles. Mais au préalable, précisons quelques notions dont la principale, celle d'« alternative sociale ».

¹ Cet examen, stimulé par l'invitation à questionner « nos limites » des connaissances, s'inscrit dans un processus de recherche épistémologique et réflexif engagé depuis quelques années qui demeure cependant en grande partie exploratoire.

I. Précisions sémantiques et épistémologiques

Sans prétendre formuler une définition restrictive ou exhaustive, l'expression « alternative sociale » est pensée comme une proposition organisée ou spontanée d'un groupe social qui cherche à résister, dépasser ou contourner les logiques et pratiques d'un ordre établi, qu'il soit idéal ou matériel. L'emprise du système capitaliste sur les pratiques et les représentations des individus, collectifs ou institutions est tel aujourd'hui qu'il apparaît évident qu'il demeure la clef de voûte ou la matrice de ce qui est désigné comme l'ordre établi.

Les innovations sociales qui s'inscrivent dans ces dynamiques résistantes désignent justement des stratégies efficaces. L'innovation sociale ou technique d'une portée plus générale émane de la convergence établie dans un même espace social ou au sein de plusieurs groupes sociaux qui partagent les mêmes intérêts et qui parviennent à mettre en place une nouvelle stratégie opérante. C'est généralement grâce à cette convergence d'intérêts extérieurs aux logiques dominantes que des partenariats innovants se forment à la jonction de différents espaces. Prenons le cas des Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap) qui parviennent pour certaines d'entre elles, grâce à un partenariat entre un producteur agricole et un collectif de « mangeurs », à échanger des produits alimentaires de qualité et locaux contre un soutien économique social et solidaire « transparent », de long terme avec un paysan maraîcher, arboriculteur ou autre. Ces innovations partenariales ne reposent pas sur la recherche de profits économiques, ne cherchent pas à obtenir le meilleur rapport qualité/prix des produits, ou encore à accumuler un capital économique. Au contraire, cet ensemble d'innovations confirme la rupture avec la recherche d'intérêt guidant la plupart des actions socioéconomiques contemporaines en proposant un échange qui tend à être économiquement désintéressé.

Les trois études présentées ci-après ont été conduites sur des périodes et des terrains différents, mais également avec des approches méthodologiques et conceptuelles à chaque fois renouvelées relevant de l'ethnologie comme de la sociologie et empruntant également à l'histoire ou encore à la géographie. Quant aux approches théoriques et épistémologiques, la première enquête repose davantage sur l'anthropologie structuraliste construite par Claude Lévi-Strauss, la deuxième reprend les outils de la sociologie critique et les approches d'anthropologie politique, la troisième enfin, tout en conservant les deux premières approches, utilise plus encore les outils et théories du monde social de Max Weber et de Pierre Bourdieu.

II. Trois enquêtes et un constat d'échec pour les alternatives sociales ?

La première enquête concerne un Hameau du Lot-et-Garonne qui a vu naître en son sein un projet de « retour à la terre » mené par une petite dizaine de familles originaires pour la plupart de centres urbains. L'idée originelle, de créer un « écovillage », consistait à faire revivre un petit village en réhabilitant son habitat, en développant une agriculture biologique et en mettant en place un dispositif d'énergies éolienne et solaire. Valorisant l'esprit d'entraide, de mise en commun du matériel et des savoir-faire, l'objectif était également de créer un lieu de convivialité et de solidarité.

À partir essentiellement d'entretiens menés au sein du hameau et dans ses alentours, l'analyse du discours et d'un ensemble de pratiques montre nombre de dissonances entre les représentations enjolivées du milieu rural et communautaire et la réalité effective des pratiques et des liens sociaux. Le départ contraint de certains habitants, l'échec partiel du projet collectif et les relations tendues avec l'environnement autochtone provoquent un durcissement des relations sociales au sein du hameau (acceptation des intérêts dominants ou à défaut éviction des membres réfractaires ; mesures restrictives à l'encontre des activités ésotériques ; recentrage sur le projet agricole et autres mesures de contrôle social). En

définitive, à l'instar de ce que montre Lévi-Strauss dans son étude sur les populations du Brésil central (1974 : 144), l'analyse tend à montrer que le groupe a reproduit les éléments de sa structure sociale d'origine. En effet, les personnes les plus engagées dans le projet (et donc les mieux dotées en capital symbolique) avaient tendance à déterminer, par leurs actes et les expressions de leurs représentations, la réalité de la vie du hameau et les places sociales des autres acteurs (ces derniers exprimant à leur tour le discours de leur nouvelle position sociale, dominée).

En définitive, la cohésion du hameau s'établit sur un rapport de force au profit du groupe possédant minoritaire qui parvient à légitimer les inégalités au sein du groupe par le recours à des stratégies identiques à celles des classes dominantes de nos sociétés. Bien que l'installation dans un milieu rural et agricole soit effectif, les rapports sociaux qui lient ces néo-ruraux entre eux expriment l'échec d'une organisation alternative affichée sur le papier (et dans certaines têtes).

La seconde étude a porté sur le mouvement *Motivé-es* de Toulouse lors des élections de mars 2001. Cette étude repose pour une grande part sur une description ethnographique de l'organisation et du fonctionnement des instances délibératives du collectif (grâce à une observation semi-participante de plusieurs mois). Précédée d'une réflexion sur l'approche de la question du politique en ethnologie et d'une étude historique des enjeux de lutte politique toulousaine, elle interroge l'organisation pratique et la dimension symbolique du mouvement au cours de cette campagne électorale. L'analyse permet de visualiser les différents stades du processus politique : par la volonté de se distinguer d'un agir politique traditionnel, le collectif s'organise autour d'un dispositif offrant la possibilité d'une construction collective des choix, « *d'une démocratie délibérative* » (Habermas, 1996 : XXV), mais confronté aux règles du jeu électoral (pressions politiques, économiques et médiatiques, urgence du calendrier...), des tensions, des dysfonctionnements apparaissent et révèlent la division des rôles et la prégnance d'un groupe oligarchique ayant recours à un discours performatif. L'acceptation d'un ensemble de règles du jeu de la « politique électoraliste » (mises en spectacles médiatiques, accords avec les « anciens » adversaires politiques pour coaliser, création d'un « bureau politique informel », etc.) en vue de l'obtention du pouvoir met à mal le projet politique initial de démocratie participative.

Ainsi, malgré ce dispositif et la singularité de son agir politique, le collectif ne parvient pas à se défaire de l'emprise de la reproduction des modes de fonctionnements intériorisés et de ceux inhérents au système électoral. À l'instar de toute organisation, les représentations permettent de légitimer la distribution inégale des pouvoirs tout en entretenant la dimension imaginaire et utopique d'un autre rapport au politique.

Enfin, le troisième cas concerne la dynamique socio-historique engagée par les agriculteurs biologiques dans l'économie agricole. Il s'agit d'analyser le champ socioprofessionnel agrobiologique dans sa configuration interne comme dans les relations qu'il entretient avec l'extérieur : le milieu de la consommation et agroalimentaire, le champ administratif et politique, etc. La reconstruction de sa genèse puis l'analyse des processus d'institutionnalisation réglementaire et marchande permettent de cerner les logiques et les propriétés sociales qui sont au fondement du « système culturel » de l'agriculture et des agriculteurs biologiques.

Si une pluralité d'expressions, notamment alternatives, continue à se manifester en son sein, le champ agrobiologique a été ces dernières années progressivement traversé par des forces extérieures à ses propriétés qui semblent de plus en plus réduire la position distinctive qu'il occupe dans l'économie agricole. Tout indique que la perte de son ressort contestataire affaiblit son autonomie mais lui offre un avenir dans la société marchande.

L'institutionnalisation réglementaire puis marchande de l'agrobiologie peut-être perçue comme une marque de reconnaissance de sa particularité mais elle a surtout pour effet d'affaiblir la possibilité pour ce milieu de définir ses intérêts et enjeux par lui-même, au profit d'un ensemble d'acteurs (marchés économiques, recherches technico-scientifiques, élus politiques, etc.) aux intérêts convergents mais souvent opposés à ceux des principes initiaux de l'agrobiologie (localisme, approche autonome économe et non marchande, sobriété, anti-productivisme, etc.). En définitive, tout indique que l'approche transversale de l'agriculture biologique, proposant un mode de production agro-écologique mais aussi des produits alimentaires sains, une relocalisation des systèmes de production/transformation/distribution, la mise en place d'une économie sociale et solidaire ou encore une série d'innovations socioéconomiques, n'est pas prise en compte dans son unité. Au détriment d'une modification franche de l'économie agricole, celle-ci se réforme à la marge en utilisant l'image presque « magique » et salubre que ces « marchandises » « issues de l'agriculture biologique » produisent sur les différents protagonistes pour leurs intérêts restrictifs. Pour simplifier, les firmes agroalimentaires et les consommateurs se rencontrent de plus en plus (croissance à deux chiffres) sur un marché économique caractérisé par les circuits longs, la standardisation et la surconsommation ; situation qui semble satisfaire également une majorité d'élus politiques et de représentants professionnels qui cherchent à se maintenir à leur poste en « verdissant » un système toujours plus productiviste et soumis aux logiques technico-économiques.

Ainsi, ces trois études produisent des résultats similaires : la manifestation d'innovations sociales des premiers temps, comme l'alternative enchantée des discours et des représentations indigènes se retrouvent contredites par une réalité sociale où dominent finalement les logiques de reproductions structurelles de l'ordre culturel dominant et de ses intérêts premiers. En d'autres termes, à chaque fois l'étude des possibilités d'alternatives sociales à l'ordre établi conduit à une conclusion wébérienne d'un « *désenchantement du monde* », et qui, d'une certaine manière, s'applique aussi à son analyste (ce dernier étant lui-même partiellement pris dans le jeu social et politique qu'il étudie). La conclusion, après ce travail analytique de dévoilement, revient d'une manière générale à considérer que les pratiques ne s'ajustent pas aux valeurs énoncées ou pas complètement, et que dans ses structures fondamentales et décisives l'ordre social se maintient, voire s'enrichit en intégrant à son aise ces propositions initialement contre-culturelles.

Bien sûr, les analyses – notamment grâce au support ethnographique – permettent de rendre compte des dynamiques sociales qui s'organisent et qui contribuent à stimuler des « libertés créatives ». Mais ces dernières sont bien succinctes, limitées dans le temps et dans l'espace. Bien plus, grâce au support d'analyses plus approfondies prenant en compte les logiques structurelles, les conclusions soulignent les mécanismes d'oppression, de récupération politique, marchande et/ou symbolique, semblant confirmer la faiblesse des dynamiques alternatives face aux forces de formatage et de récupération capitaliste. Les forces du marché, les règles du jeu politique, les logiques et intérêts dominants réapparaissent inexorablement et en profondeur dans les structures objectives comme subjectives des acteurs, organisations et institutions. Ces processus s'assimilent au mode de régulation de la « *société close* » dont parle Herbert Marcuse dès 1964, à savoir la capacité pour le système capitaliste d'assimiler les « *forces et intérêts oppositionnels [...] par un processus d'intégration qui se déroule, pour l'essentiel, sans terreur ouverte* » (Marcuse, 1968 : 7).

Cette présentation implacable des logiques de reproduction de l'ordre dominant interroge à plusieurs niveaux. Sommes-nous face à des processus aux effets complètement univoques ? N'existe-il pas des phénomènes de résistance, de transformation marginale, plus subtils que l'approche analytique n'aurait pas pris en compte ?

III. Esquisse réflexive d'une anthropologie des alternatives sociales

Un examen plus large de l'ensemble des effets ou des répercussions des tentatives d'alternatives sociales invite à revenir sur les questionnements qui sont à la base de ces études – ce qui est recherché, pourquoi et comment. Il s'agit dès lors de questionner les relations entre les logiques, les outils et les résultats de la recherche et de réexaminer les phénomènes observés au regard d'une période temporelle plus large. Loin de pouvoir répondre ici à ce vaste programme, c'est une esquisse épistémologique et réflexive que nous proposons d'engager à partir de quelques pistes.

En premier lieu, l'appareil conceptuel pourrait être mis en cause. Ce dernier qui, pour l'ensemble de ces travaux relève plutôt d'une approche « constructivo-structuraliste », conduit-il à privilégier l'enregistrement des structures sociales, des invariants au détriment des indices et autres preuves attestant du « changement social », de la transformation des pratiques ? Faut-il voir dans les résultats de mes travaux, dans l'architecture de mes analyses, la place importante prise par ces outils méthodologiques et conceptuels m'amenant à confirmer, comme dit Jean-Claude Passeron « *qu'un système [chez Pierre Bourdieu] a toujours raison des révoltes qu'il suscite* » (Passeron, 2003 : 25), ou de manière plus nuancée, que toute alternative est vouée à terme, au mieux à se faire récupérer, normaliser, institutionnaliser par celui qui est en position dominante ?

Se pose alors la question suivante : est-ce la recherche, toujours réactualisée dans chacune de mes problématiques d'une alternative sociale exigeante (et toute l'importance repose sur ce degré d'exigence) qui conduirait inexorablement aux mêmes conclusions désenchantées ? Le fait de vouloir chercher implicitement des expériences d'alternatives sociales qui se concrétisent par une dynamique structurée et pérenne (utopique ?) me conduirait-il ainsi à ne pas valider ses formes atténuées, institutionnalisées ou marginales puisqu'elles ne seraient qu'une expression fort éloignée de la proposition initiale de l'alternative, voire l'aveu de son échec ?

Il est vrai, et j'ai pu le remarquer en préparant cet exposé, que même si le questionnement évolue et que les terrains ne sont pas à mettre sur le même niveau, avec le temps, les conclusions critiques que j'expose sont nuancées par la présentation de pratiques alternatives qu'on pourrait qualifier de « secondaires ». Tout se passe comme si j'admettais que la forme alternative ne s'exprime pas complètement dans toutes les structures concrètes analysées mais qu'elle peut prendre cependant des expressions parfois variées, dans des espaces marginaux, sporadiques, éclatés, etc.

Cette mise au second plan des cas d'alternatives interroge d'autant plus aujourd'hui que tout semble indiquer que la manifestation des forces contestataires, résistantes prend justement ces formes discrètes, diffuses, dispersées, parfois secrètes.

Ainsi, au regard de ces points communs et par exemple d'un ensemble d'événements récents témoignant de résistances, voire de forces de transformations efficaces face à un ordre établi (telles les « Révolutions Arabes » et dans une moindre mesure la dynamique sociale des « Indignés » ou encore des « Anonymous »), les questionnements et analyses qui nous animent pourraient nous conduire à requalifier les formes d'alternatives sociales observées. L'apparent échec ou désarmement des mobilisations, actions, dynamiques étudiées pourrait nous conduire à penser que ce que nous cherchons ne peut se réaliser car les dynamiques observées ont, dans leur approche, changé de formes et d'optiques (ou qu'elles étaient à un tournant pour certaines d'entre elles). Nous pourrions en effet voir dans ces expériences la manifestation de résistances nouvelles aux propriétés nouvelles : plus réduites, plus marginales, plus discrètes, moins organisées en collectif, parfois moins médiatiques ou ne

répondant plus aux logiques spectaculaires des médias, etc. Bref, que ces dynamiques² ne correspondent plus aux formes de mobilisation que nous connaissions et que les manières de les appréhender doivent aussi en prendre compte.

Concernant la réception par le lectorat de ces recherches, une série de questions se pose également au chercheur. En admettant que mes conclusions « pessimistes » s'additionnent à celles produites par d'autres chercheurs, qu'elles soient lues et intégrées par les acteurs, on est en droit de se demander quels effets elles peuvent produire sur les dynamiques sociales intéressées ou non à ces questions. Dans quelle mesure ces conclusions désenchantées renforcent-elles la démobilisation ? Et le cas échéant, est-on en droit de remettre en cause des résultats et des méthodes scientifiques sous prétexte qu'ils produiraient une série de déceptions, par la crainte inspirée des effets qu'ils pourraient avoir sur le lectorat ? Et par voie de conséquence, est-ce que les chercheurs, en produisant ces analyses critiques et radicales sur ces alternatives marginales, contribuent contradictoirement à servir l'ordre établi ?

Car, il est important de ne pas sous-estimer le pouvoir performatif des énoncés qu'ils viennent du milieu dominé ou dominant. Concernant ce dernier, voici ce que déclarait sérieusement il y a quelque temps, le nord-américain Warren Buffet, un des hommes « les plus riches » du monde : « *Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner* ». Reliée aux difficultés des énergies sociales alternatives à mener à bien leurs projets, cette phrase prend tout son sens. Face à elle, l'injonction d'Herbert Marcuse resitue la position que l'on peut adopter : « *Réveiller et organiser la solidarité en tant que besoin biologique de se tenir ensemble contre la brutalité et l'exploitation inhumaines, telle est la tâche. Elle commence par l'éducation de la conscience, du savoir, du regard et du sentiment qui saisissent ce qui advient : le crime contre l'humanité. La justification du travail intellectuel réside dans cette tâche, et aujourd'hui le travail intellectuel a besoin d'être justifié* » (Marcuse, *op. cit.* : 13).

Bibliographie

HABERMAS, J. (1996), *L'espace public*, Paris, Payot.

LEVI-STRAUSS, C. (1974), *Anthropologie structurale*, Paris, Plon.

MARCUSE, H. (1968), *L'homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Les Éditions de Minuit.

PASSERON, J.C. (2003), *Mort d'un ami, disparition d'un penseur*, in ENCREVE, P. & LAGRAVE, R.M. (dir), *Travailler avec Bourdieu*, Paris, Flammarion, pp. 17-90.

² Ces caractéristiques nous incitent à continuer à mobiliser le terme de « dynamique sociale » plutôt que « mouvements sociaux ».